



Le 30 avril 2006, Didier Guénin

Depuis plusieurs semaines, journaux, écrans de télévision, émissions de radio et autres espaces privés ou publics sont le lieu de débats nombreux et souvent répétitifs sur le bien-fondé du Contrat Première Embauche.

*D'un côté, les défenseurs du projet ne cessent d'expliquer qu'il est urgent d'agir pour faciliter l'entrée des jeunes dans le monde du travail, de l'autre, ses opposants s'insurgent contre le caractère dégradant, stigmatisant et inadapté de ce contrat. A y regarder de plus près, le CPE tant dans ses principes fondateurs (comme l'inscription, par une **plus grande flexibilité**, de l'**individu** dans le moule de l'**entreprise**) que dans le rejet viscéral qu'il suscite chez les jeunes, nous apparaît très **révélateur de notre époque**.*

Les débats du CPE révèlent les tensions de notre époque

Le CPE génère une confrontation forte entre les porteurs d'une société qui puise ses valeurs dans le **marché avec la volonté d'étendre à la personne les lois économiques** et une génération dont l'avenir est hypothéqué par ce système et qui exprimant son refus proclame son envie de vivre dans une **affirmation morale de la place de l'homme**.

Au-delà du CPE la question posée en filigrane est celle de la **dette transmise aux générations futures**. D'abord la dette monétaire qui s'accroît avec la hausse de la **dette de l'Etat** que la jeune génération devra payer un jour. On pourrait aussi penser à la **dette écologique**. Par le biais de la dette c'est la place de l'économie dans la société qui est posée. Ainsi le rôle de l'éducation est-il de **mettre à disposition des entreprises les ressources dont elles ont besoin**. Ou bien l'éducation est-elle là **pour former des citoyens responsables** et leur donner la capacité d'exercer leur esprit critique et créateur au sein de la société ?

Contrat Première Embauche (CPE)

Mobilisation !

En prenant un peu de recul, de distance, quel sens doit-on donner à la mobilisation sur le CPE quand près d'un milliard d'individus vit dans la pauvreté la plus totale ? Pour la défense de quelles valeurs sommes-nous prêts à manifester et à exprimer notre désaccord ? Quel partage de la richesse sommes nous prêts à accepter et donc à mettre en œuvre certes entre générations mais aussi entre pays ?

Le CPE dans ses principes et dans les débats qu'il provoque nous interpelle sur plusieurs thèmes inscrits dans le projet d'ALTERMONDE : la construction du présent sur un principe de dette que nous pointons du doigt au travers du Manifeste d'Orion, le rôle de l'éducation, l'organisation du débat démocratique et la conduite de la réforme.

THINK TANK



ALTERMONDE

DEPUIS 2002

www.altermonde.org

Altermonde a pour projet d'inventer un nouveau monde, équitable, solidaire ; de promouvoir, par une logique de don dans l'espace et dans le temps, une politique de répartition de la richesse, dans le respect de la justice sociale, qui pèse chaque décision à l'aune de ses implications globales, locales et durables – plutôt qu'à ses seules conséquences immédiates - ; de favoriser son émergence.

Altermonde vise un quadruple objectif : exprimer l'insatisfaction face à l'organisation actuelle du monde et poser le constat de l'impasse dans laquelle la société est engagée, énoncer les principes fondateurs d'une socialité rénovée, être l'espace de partage de la réflexion sur ces questions essentielles dans un esprit d'écoute et d'envie de travailler ensemble, être le lieu où s'élaborent des actions et des expérimentations qui vont dans le sens d'engendrer ou de favoriser l'émergence de cet autre monde.

Altermonde a pour vocation d'analyser pourquoi le productivisme conduit à une aporie, d'imaginer les voies et moyens de la dépasser, de proposer et d'initier des expérimentations de nouveaux modèles, de déployer des campagnes d'information ou de mobilisation sur des thématiques en rapport avec ses ambitions.

Transmission de la dette...

A l'occasion des manifestations, certains jeunes n'ont pas manqué de souligner le lourd fardeau que la société française est en train de leur transmettre. Il comprend le financement des retraites et de notre système de protection sociale (qu'il faudra bien évaluer un jour) et le remboursement d'une dette publique qui ne cesse de progresser. Cette dernière représente 66,4% du PIB selon les derniers chiffres communiqués par Bercy. Sans compter les nouvelles formes d'emprunt que les banques, face à la flambée des prix de l'immobilier, construisent avec un remboursement sur plusieurs générations.



Ce problème de la dette est au cœur des réflexions d'ALTERMONDE et constitue l'un des piliers du Manifeste d'Orion. Quel est l'avenir d'une société qui dépense plus de richesses qu'elle n'en crée ? Peut-on continuer à imaginer que les richesses créées dans le futur viendront combler nos dépenses somptuaires ? Il nous apparaît absolument indispensable de réaliser une estimation juste du poids de la dette et de construire des modalités de remboursement soutenables.

A la dette monétaire s'ajoute la dette écologique dont nous voyons d'années en années s'affirmer la réalité. L'entrée en vigueur du protocole de Kyoto l'an dernier le 16 février avec la ratification de 55 pays représentant 55% de la population mondiale, enfin. Ce protocole ayant été signé le 11 décembre 1997 lors de la COP3. Quel état de la planète laisserons-nous aux jeunes générations ?

Le rôle de l'éducation nationale...

Le deuxième élément au cœur des préoccupations des manifestants est le rôle du système éducatif.

Dans le débat, deux approches s'affrontent clairement.

Pour les uns, le rôle de l'éducation est de **mettre à disposition des entreprises les ressources dont elles ont besoin**. Le système doit donc s'adapter avant tout au marché et construire ses filières en fonction de la demande.

Pour d'autres, **l'éducation est là pour former des citoyens responsables et leur donner la capacité d'exercer leur esprit critique et créateur** au sein de la société dans le respect des valeurs de la République.

Ces deux visions sont-elles conciliables ? Quel rôle l'éducation doit-elle avoir ? Nous avons déjà consacré plusieurs articles à ce sujet et nous y reviendrons au travers d'ateliers car en répondant à cette question, nous définirons partiellement le type de société dans laquelle nous voulons vivre.

Le débat démocratique : de l'incapacité de l'Etat à organiser la réforme !

Le troisième point que soulève l'adoption et la contestation du CPE est la conduite de la réforme.

Il est, à ce titre, amusant de constater une fois de plus (ceci se produit dès qu'une réforme est contestée) le grand succès remporté dans les débats par la très médiatique question : « Est-il possible de réformer dans ce pays ? ». La phrase est très souvent prononcée avec un brin d'agacement dans la voix pour bien souligner notre statut d'imbéciles réfractaires à tout changement.

Pourtant les analyses proposées ouvrent sur d'autres thèmes.

Pour certains, ce sont en effet plutôt nos élites qui souffrent d'une réelle difficulté à débattre et à construire des solutions consensuelles sur la base de diagnostics partagés provoquant ainsi l'échec des réformes envisagées.

Philippe d'Iribarne, chercheur au CNRS qui publie *L'étrangeté française*, nous explique que « pour nous, le compromis est vil, pas très loin de la compromission ». Et il ajoute : « on rêve d'une unanimité « naturelle » sur des idées indiscutables tant elles sont pertinentes ! »

S'il paraît exagéré de considérer qu'un tel comportement est général, il semble néanmoins traduire de façon intéressante un héritage culturel (très masculin ?) porté par une partie de nos élites.



D'autres mettent en lumière certaines particularités de notre démocratie qui sont autant d'embûches et de freins sur le chemin de la réforme.

Notre pays souffre par exemple d'un faible renouvellement de la classe dirigeante. Jacques Marseille, professeur d'économie à la Sorbonne, le souligne dans une interview au journal *Le Monde* parue dans l'édition du 26 mars 2006 et dont nous reprenons ici certains extraits : en France « les dirigeants font de la politique à vie et sont coupés du monde ».



Selon lui, cette situation est due à la nature de notre régime qui ne favorise pas l'émergence des nouvelles générations. Ainsi « dans les régimes parlementaires comme en Europe du Nord il existe deux grands partis présentant des programmes différents. Les chefs de parti se présentent aux élections. Le gagnant devient premier ministre ou chef du gouvernement, exécute un ou deux mandats et se place en retrait de la vie politique. Ce processus conduit à un changement de génération tous les dix ou quinze ans. » Nous en sommes loin !

Par ailleurs, la répartition des pouvoirs entre exécutif et législatif est fortement déséquilibrée. Le plus souvent le Parlement vote les lois proposées par le gouvernement.

Pour clore cette liste peu encourageante, ajoutons un vrai manque de représentativité tant sur le plan syndical (moins de 10% des salariés sont syndiqués) qu'au niveau parlementaire où seules quelques composantes politiques, sociales ou ethniques sont représentées.

Ces quelques éléments mis bout à bout ne sont évidemment pas de nature à provoquer ou enrichir le débat.

Quelles pistes explorer ?

L'une des limites du débat serait de chercher à répondre à une mesure que l'on juge injuste par une mesure plus juste mais qui globalement partirait de la même logique et refuserait d'investiguer plus loin.

Il nous semble en effet nécessaire d'interroger notre modèle, de questionner nos icônes. Deux dimensions en particulier pourraient être creusées :

Repenser notre rapport au travail et redéfinir la notion de parcours professionnel en le construisant sur la diversité des expériences et sur un découpage en phase de travail et en phase de recherche ou de professionnalisation.

Ainsi ne serait-il pas salutaire de sortir d'un système où la formation initiale reste déterminante pour l'ensemble du parcours ? **Pourquoi ne pas imaginer un modèle où chaque étape professionnelle ferait l'objet d'une reconnaissance d'aptitude dont la valeur viendrait compléter celle du diplôme initial ?**

Valoriser les phases de changement nous semble également important. Cette valorisation doit commencer par celle de la personne qui vit ce changement de façon contrainte et faire de ce qui est souvent considéré comme un échec une opportunité naturelle. Ceci suppose notamment une modification du discours tant des recruteurs que des structures d'aide au retour à l'emploi.

Construire un rééquilibrage en faveur des jeunes

A la faveur de cette crise du CPE et d'autres qui l'ont précédée, nous devons nous interroger sur la place réservée aux jeunes. Quel regard les entreprises portent sur leur potentiel créatif ? Quel regard la société porte sur leur citoyenneté ? Comment participent-ils au débat public ? Quelle part des flux financiers leur est consacrée ?

Nous avons en effet construit un étrange modèle où la formation initiale est déterminante mais ne suffit pas pour entrer dans le monde du travail !

